



Identité et vision

Discours de rentrée académique 2019-2020 du Recteur

Pierre Wolper

25 septembre 2019

J'évoquais précédemment la libération de la Belgique il y a 75 ans et la fin de la seconde guerre mondiale au cours de l'année qui a suivi. Depuis lors, nous avons la chance de vivre en paix avec des libertés bien protégées. Dans le monde actuel, c'est malheureusement un privilège, les situations de conflit sont encore très nombreuses et la liberté plus souvent encore bafouée. Pensons simplement à notre doctorant iranien Hamid Babaei, enfin libéré.

Cela étant dit, je voudrais commencer par rappeler brièvement l'évolution de notre université au cours de ces 75 dernières années.

Une fois la reconstruction de notre pays après le conflit bien entamée, elles ont débuté, par une période relativement faste pour notre université, soutenue par plusieurs facteurs : c'est assez brutal à dire, mais la bombe atomique avait montré la puissance des sciences fondamentales ; l'industrie avait besoin de compétences ; l'économie était en croissance rapide.

Cette période faste a été marquée par un soutien aux universités concrétisé sous différentes formes : la loi de 1953 donnant l'autonomie aux universités de l'État (dont la nôtre) ; un financement plutôt généreux ; le soutien à de grands projets, en ce qui nous concerne la construction du campus du Sart-Tilman.

Il y a d'ailleurs beaucoup à dire sur ce campus du Sart-Tilman sur lequel nous nous trouvons. C'était indéniablement un beau projet inspiré des campus américains. Mais, il a été dilué dans une temporalité trop longue parce que les moyens n'ont pas suivi au rythme prévu initialement. Il ne sera jamais complet dans le sens où notre université va garder un ancrage dans la ville et a maintenant deux autres campus, à Arlon et à Gembloux.

Le projet avait aussi quelques défauts. C'est un campus au modèle américain mais qui ne prévoyait pas l'aspect résidentiel des campus américains. Et, les problèmes de mobilité ont été anticipés avec la vue de l'époque, qui était de construire des parkings et de penser que tout le monde se déplacerait tôt ou tard en voiture. La réalité actuelle est bien différente.

Pendant cette période, nous avons aussi vu le développement de domaines phares de la première moitié du XXe siècle, je parle notamment de la physique, mais aussi de domaines portés par de fortes personnalités, je citerais l'astronomie et l'astrophysique, ainsi que la biologie marine, qui nous a valu l'aquarium du quai Van Beneden et la station océanographique Stareso en Corse.

Nous sommes ensuite entrés dans une période plus difficile dans un contexte marqué par les crises pétrolières et économiques (souvenez-vous des dimanches sans voiture en 1973), le déclin des industries traditionnelles de la région, et de nouvelles lois de financement plus restrictives et ne privilégiant plus les universités de l'État.

Dans notre université, cette période a été relativement mal vécue, nous avons connu une succession de plans d'assainissement et de restrictions, avec certaines difficultés à mettre en place les adaptations et réorientations nécessaires à un environnement changeant.

Dans cet environnement changeant, il y a bien sûr la structure de la Belgique avec l'émergence des Régions et Communautés, ayant pour conséquences un pouvoir politique plus proche, passant du niveau national à celui de la Communauté et une volonté de mettre l'Université plus au service de l'économie et de la région, volonté au départ parfois mal perçue par le corps académique de l'Université, mais graduellement bien intégrée avec de très belles réalisations.

Ce XXI^e siècle a été marqué par deux vagues de changements, je citerais d'abord les fusions. Nous avons successivement intégré dans notre université : le campus d'Arlon, siège de l'ancienne Fondation Universitaire Luxembourgeoise, en 2004 ; l'école de gestion HEC, qui était une école indépendante dans la ville de Liège, en 2005 ; Gembloux et sa Faculté de Sciences agronomiques, maintenant appelée Gembloux Agro-Bio Tech, en 2009 ; les écoles d'Architecture situées à Liège, Lambert Lombard et Saint-Luc, en 2010.

Ce XXI^e siècle a aussi vu le développement que je qualifierais d'intensif de la législation : en 2003, le décret sur la Participation étudiante ; le décret « Bologne » de 2004 instituant le programme 3+2 (bac et master) et installant les académies universitaires ; le décret « Paysage » de 2013, où disparaissent les académies universitaires et apparaissent les Pôles, l'ARES et le système d'accumulation de crédits ; et, tout récemment, le décret sur la formation initiale des enseignants de cette année 2019.

À cela, il faut ajouter des modifications plus limitées qui impactent la gouvernance et le mode de fonctionnement de notre université. Je ne citerai que le régime de mandats pour l'administrateur qui date de 2003 ; la possibilité bienvenue d'avoir des Vice-recteurs de mission en 2008 ; et la modification du processus d'élection du Recteur en 2013. On est loin de l'esprit de la loi de 1953 dont l'objectif était de donner plus d'autonomie aux universités.

A la suite de tous ces changements, que sommes-nous aujourd'hui ? Une université qui s'adapte, certainement ! Une université qui fait face à des demandes multiples et parfois contradictoires, clairement ! En voici quelques-unes : accueillir de plus en plus d'étudiants et constamment améliorer notre enseignement ; développer notre réseau local, mais aussi international ; équilibrer notre budget tout en investissant pour l'avenir ; faire progresser notre recherche et contribuer au développement régional.

Notre université est aussi une université qui collectivement s'interroge et parfois hésite ! Car la situation actuelle n'est pas toujours facile à vivre pour les membres de l'Université. Cela nous a été rappelé dans les interventions que vous venez d'entendre.

Pourtant, la société est confrontée aux défis d'un monde incertain et elle attend beaucoup de nous. Ces défis sont nombreux. Commençons par le développement rapide des technologies :

- l'exploitation des données massives qui ouvre de nouveaux champs d'investigations et de nouvelles possibilités positives, mais aussi celles d'inquiétants contrôles ;
- l'intelligence artificielle, qui permet l'automatisation de processus dont on n'avait même pas imaginé précédemment qu'ils pourraient l'être et une robotisation de plus en plus large ;
- le développement de la génétique et des biotechnologies en général, qui ont un impact majeur sur ce que nous pouvons faire au niveau des soins de santé et sur notre connaissance du monde du vivant ;
- aussi, des choses exaltantes comme une nouvelle vue de l'Univers, notamment la découverte d'exoplanètes dans laquelle notre université a joué un rôle important et l'observation du monde à partir des ondes gravitationnelles, un modèle théorique qui a pu finalement être observé et pour lequel se construit, dans la région, un grand projet de télescope à ondes gravitationnelles.

De cette évolution technologique découlent de profondes modifications, notamment de l'emploi. De plus en plus de fonctions automatisées, une perte de valeur de certaines compétences techniques qui peuvent facilement être remplacées par des systèmes

informatiques, d'autant plus si elles sont pointues. Par contre, un aspect devient plus important : l'aptitude aux contacts humains et à aborder des questions aux dimensions multiples.

L'emploi se transformant ou, même peut-être dans certains cas, disparaissant, se pose de façon aiguë la question de l'organisation sociale et de la répartition des richesses. Au-delà de cela, il y a aussi le risque, même si la prospérité de tous est assurée, que le tissu social ne se déconstruise et qu'il y ait une difficulté à gérer l'oisiveté qui pourrait se généraliser. Pourquoi ? L'oisiveté est un problème, nous ne sommes pas faits pour cela. Nous sommes faits pour satisfaire nos besoins essentiellement primaires : l'alimentation, la reproduction avec peut-être l'effet induit d'un certain attrait pour le pouvoir. Si on regarde le fonctionnement biochimique de notre cerveau, c'est tout à fait visible : liées à ces fonctions, il y a des libérations d'hormones qui nous donnent une sensation de plaisir et de bien-être. Ce qui fait qu'une oisiveté mal gérée mène souvent à beaucoup de problèmes, notamment l'obésité, des maladies et une durée de vie réduite.

Mais, je voudrais donner un message positif par rapport à tout cela : découvrir et apprendre déclenchent le même type de réaction biochimique. Il est de notre rôle de donner ce goût de l'apprentissage, de la curiosité, de la découverte à nos étudiants. Ils seront ainsi bien armés, pour l'avenir.

Le monde économique est aussi devenu fort particulier :

- des taux d'intérêt à long terme nuls ou négatifs ;
- une concentration du pouvoir économique, avec des entreprises qui valent plus et ont un pouvoir économique plus fort que pas mal de pays (Gafa, ...) ;
- des guerres commerciales ;
- l'apparition de crypto-monnaies qui assurent une fonction qui était précédemment réservée aux États ;
- le bouleversement des liens sociaux, les fausses nouvelles ou « fake-news », la fragmentation de l'opinion et la méfiance croissante vis-à-vis du monde politique.

À ce propos, l'actualité de cette semaine a été marquée par des événements qui testent les limites des systèmes démocratiques des deux pays qui ont le plus contribué à nous libérer du fascisme. Il y a de quoi s'inquiéter, d'autant plus que les situations que j'évoque sont l'une comme l'autre polluées par le mensonge.

Je ne peux pas clôturer cette liste sans en venir au réchauffement climatique qui est un problème particulièrement complexe où se mêlent la science qui nous aide à prédire ce qui va se passer, la technologie qui pourrait nous aider à résoudre le problème, mais aussi les politiques qui permettent de mettre en place cette technologie et les incitants économiques qui les soutiendraient, des choix individuels, l'organisation de la société et, finalement, la politique internationale.

Avec comme difficultés additionnelle que la menace est diffuse et que nous sommes face au dilemme de la coopération. Dilemme de la coopération, simplement parce que les intérêts individuels et l'intérêt collectif ne coïncident pas. L'intérêt individuel que tout le monde réduise ses émissions de carbone, sans que l'on ait à le faire soi-même, l'intérêt collectif est que tout le monde le fasse. Un paradoxe bien connu, mais pas toujours facile à gérer. Les discussions internationales qui ont eu lieu exactement cette semaine, le révèlent encore.

Il serait prétentieux de soutenir que nous allons traiter tous ces problèmes, mais nous devons contribuer à les résoudre. Par notre enseignement, qui formera des personnes capables de les

étudier et de les aborder. Par notre recherche, qui apportera certainement des parties de solutions. Par nos actions et l'exemple que nous donnons.

Au vu de mon analyse précédente de la situation de l'université, vous vous attendez probablement, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs, à ce que je sorte ma liste de revendications en la motivant par l'importance du rôle que nous avons à jouer face aux défis auxquels notre monde fait face.

Ce ne sera pas le cas, car avant les revendications, je trouve essentiel de travailler sur nous-mêmes, de bien nous situer et de développer notre vision de ce que nous voulons être.

Quand on va dans cette voie, il est trop fréquent d'aboutir à des phrases souvent longues, parfois élégantes, mais dont le sens transparaît rarement, quand il n'est pas totalement absent. J'ai choisi une autre approche qui est celle de l'extrême concision.

L'idée m'est venue en constatant que contrairement à la plupart des autres institutions universitaires, la nôtre n'a pas de devise. Une devise permet de se définir en quelques mots, facilement retenus et qui sont un guide dans nos décisions et notre façon de nous présenter.

Alors, après quelques consultations, voici la devise que je vous propose pour l'Université de Liège : SCIENTIA OPTIMUM.

Il ne vous échappera pas que c'est du latin, une tradition dans les devises. Le latin a l'avantage d'une très grande concision. Analysons brièvement ces deux mots. *Scientia* se traduit bien sûr par science, mais au sens plus large de connaissance, de savoir. *Optimum* est un superlatif qui se traduit par « le meilleur » ou « excellent ».

Ces deux mots ne sont pas accordés, pour ceux qui se souviennent de leur latin. Il ne s'agit donc pas d'excellente science, mais du meilleur ou de l'excellence par la science, par la connaissance. Dans cette locution, le verbe est sous-entendu, il pourrait être « viser », « atteindre », « obtenir », « offrir ». Ainsi cette devise s'applique largement. A nos étudiants, à qui nous voulons offrir les meilleures possibilités grâce aux connaissances que nous les aidons à acquérir. A notre enseignement, qui doit permettre à nos étudiants d'atteindre le meilleur de leurs capacités par le développement de leurs connaissances. A notre recherche, qui vise à découvrir les connaissances qui nous permettront d'aller vers le meilleur. A l'ensemble de notre personnel, dont les compétences permettent l'excellent fonctionnement de notre institution. A notre rôle vis-à-vis de la société, que nous voulons pousser vers le meilleur en apportant des connaissances.

Vous trouvez peut-être que deux mots, c'est un peu court et je vais donc en ajouter quelques-uns qui sont les valeurs que je souhaite voir partagées dans notre institution. Certaines ont déjà été mentionnées. Les trois premières figurent déjà dans le programme que j'ai présenté lors de l'élection rectorale. L'*intégrité*, dans la gestion d'une institution, c'est garantir que l'on agit dans l'intérêt de celle-ci sans tenir compte d'intérêts particuliers, partisans et personnels, ou d'influences cachées ou inavouables. L'*humanité*, c'est le respect de tous les êtres humains dans leur diversité et le bannissement total de tous les actes et paroles discriminants, dégradants ou avilissants. La *liberté*, c'est pouvoir s'exprimer sans crainte et ne jamais être contraint par une autorité arbitraire. La liberté n'est pas la licence de faire n'importe quoi ; elle exige que l'on s'en serve toujours avec intégrité et humanité.

Je voudrais bien en ajouter deux autres. La première est l'*audace*. L'*audace*, c'est ne pas se limiter par crainte et oser sortir des sentiers battus. C'est la clé des grands progrès tant dans les sciences qu'ailleurs. La deuxième est la *responsabilité*. C'est assumer les conséquences de ses

choix et de ses actions, sans chercher à s'en décharger sur d'autres. Elle doit toujours accompagner l'audace.

SCIENTIA OPTIMVM et nos valeurs résumant tant nos objectifs que notre façon d'agir pour les atteindre. Bien sûr, il faut les traduire en actions concrètes et c'est ce que nous faisons depuis presque un an. Je citerai comme exemples : une construction responsable, équitable et transparente de nos budgets et de nos projets immobiliers ; une attention particulière à nos ouvertures de postes et nos procédures de recrutement ; un soutien renforcé à la recherche, orienté vers les besoins les plus criants ; un soutien à l'évolution de notre enseignement et à l'adoption de nouvelles approches ; une approche réfléchie et scientifiquement fondée (SCIENTIA) des problèmes de bien-être.

En proposant la devise SCIENTIA OPTIMVM et en insistant sur des valeurs essentielles, j'espère contribuer à donner une identité forte à notre université. Que l'on ne puisse plus entendre ULiège, Liège Université, Université de Liège, University of Liège ou Universitas Leodiensis, sans penser SCIENTIA OPTIMUM et tout ce que cela implique !

J'ai annoncé que je ne présenterais pas de liste de revendications, mais je vais m'exprimer sur des questions cruciales pour l'Université. Rassurez-vous, je ne parlerai pas de la question du financement, elle est souvent abordée et les demandes bien connues.

Par contre, je voudrais revenir sur la question des législations qui régissent notre fonctionnement. L'intention qui les motive est le plus souvent louable, mais nous sommes arrivés dans une situation où trop de contraintes souvent modifiées nous coûtent beaucoup en énergie, en temps, en frustrations, en opportunités manquées. Cela génère aussi beaucoup d'angoisse et d'incompréhension chez nos étudiants qui ne comprennent pas toujours le contexte dans lequel ils évoluent, et chez notre personnel qui ne perçoit parfois plus le sens de ce qu'il est amené à faire.

Il y a aussi la concurrence féroce entre institutions, concurrence induite par les règles de financement et que l'on essaie de juguler par une régulation de l'offre particulièrement difficile à gérer. C'est soigner un mal par un autre mal, avec les mêmes limites que celles que la science constate pour l'homéopathie, à savoir l'inefficacité.

Ce constat étant fait, je voudrais faire une proposition. Le contexte dans lequel fonctionne notre enseignement universitaire doit évoluer pour en maintenir et développer la qualité, pour l'avenir des jeunes générations, pour que notre recherche reste compétitive, pour l'avenir économique de notre région. Il faut rendre plus de liberté aux universités et simplifier les règles qui nous contraignent. L'objectif est clair, mais le chemin est délicat et semé d'embûches. Alors, Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur, Mesdames et Messieurs les membres des gouvernements et parlements, construisons ensemble et en confiance le nouvel espace de l'enseignement universitaire de notre Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous pouvons vous assurer de notre volonté de le construire rationnellement et en visant le meilleur, en deux mots le construire selon la devise SCIENTIA OPTIMVM.